

ROUGE FINISTÈRE

LE JOURNAL DU PCF

RUZ PENN AR BED

Après l'été des incendies, refuser le budget de l'austérité et de la guerre

Canicules meurtrières, incendies dévastateurs, sécheresses, récoltes frappées, biodiversité détruite : l'été que nous venons de vivre, marqué par le mois de juillet le plus chaud de l'histoire de notre pays, confirme brutalement l'accélération du dérèglement climatique. Les premières victimes sont celles et ceux qui ont le moins de moyens de se protéger : habitantes et habitants des quartiers populaires, personnes âgées ou en situation de handicap, familles logées dans des passoires thermiques, travailleurs exposés aux fortes chaleurs, agriculteurs, personnes sans domicile.

Les suppressions de moyens dans les services publics, la sécurité civile, la santé ou la protection des forêts

aggravent encore les conséquences de cette crise. Pourtant, cette aggravation n'est pas une fatalité : elle résulte d'un mode de production capitaliste qui soumet les choix industriels, énergétiques et agricoles à la rentabilité financière, et laisse aux multinationales et aux marchés le pouvoir de décider de notre avenir.

Au moment où les moyens consacrés aux services publics, à l'adaptation climatique et aux collectivités sont réduits, l'actualisation de la loi de programmation militaire a ajouté 36 milliards d'euros aux dépenses militaires prévues d'ici à 2030. Ce choix traduit une priorité donnée à la course aux armements et à la préparation de nouvelles guerres.

**76,3 milliards d'euros pour la Défense en 2030 :
davantage que le budget de l'Éducation nationale.**

Avec l'argument mensonger d'une dette publique que Macron a pourtant aggravée de 1 300 milliards à force de cadeaux aux entreprises, au Capital et aux plus riches, la France ne serait soi-disant plus en mesure de financer ses dépenses sociales, sa santé et son éducation. Mais lorsqu'il s'agit d'abonder les crédits de la Défense, soudainement les bourses se délient : 76,3 milliards d'euros en 2030 contre 57,1 milliards en 2026, soit davantage que le budget de l'Éducation nationale. Nos parlementaires communistes ont voté contre cette loi de programmation militaire et déposé au Sénat un amendement pour la fiscalisation des profits des industriels de l'armement. N'oublions pas que la France est devenue en 2024 le deuxième exportateur mondial d'armement.

Est-il normal que les bénéfices de Total soient en hausse de 72 % alors que les automobilistes voient leur facture de carburant exploser ? Fabien Roussel propose de nationaliser TotalEnergies et ses bénéfices record, de bloquer les prix et d'encadrer les marges des raffineurs. Les entreprises du CAC 40 ont reversé l'an dernier 107 milliards d'euros à leurs actionnaires, qui accaparent 70 % des profits : un record historique, arraché aux salariés qui produisent les richesses.

C'est avec Fabien Roussel, leur candidat, que les communistes vont se battre toute cette année pour une politique de paix, pour le pouvoir d'achat, les salaires et la réduction des inégalités sociales.

PRÉSIDENTIELLE 2027

**Fabien Roussel, candidat du
Parti communiste**



Fabien Roussel entouré de jeunes communistes lors de son discours d'entrée en campagne, université d'été du PCF, Toulouse, août 2026.

Du 3 au 6 septembre, les adhérents communistes ont validé par un vote le choix majoritaire de notre 40^e Congrès de Lille, en juillet : présenter Fabien Roussel comme candidat à l'élection présidentielle du 18 avril 2027. Une campagne que nous voulons mener avec vous et pour vous, pour porter les urgences sociales, vos préoccupations et vos attentes pour votre avenir.

« Face aux politiques qui abîment la vie, le travail et la planète, face à la progression de la droite et de l'extrême droite, notre ambition est claire : agir avec les travailleuses et les travailleurs pour rendre la gauche majoritaire et battre les forces réactionnaires. Nous voulons porter un projet singulier pour la France, plaçant au cœur des choix politiques le travail et sa rémunération, le pouvoir d'achat, une nouvelle industrialisation répondant aux besoins humains et au défi climatique ; une République sociale, démocratique, laïque, universaliste, féministe et écologique ; et une politique de paix, refusant l'engrenage des guerres comme l'enfermement de notre pays dans une économie de guerre. »

Fabien Roussel

SÉNATORIALES DU 27 SEPTEMBRE 2026

Valérie Scattolin sur la liste d'union « Finistère Ensemble »

Dans une volonté de rassemblement de la gauche pour faire élire au moins une sénatrice de gauche dans le Finistère, nous avons choisi d'intégrer la liste « Finistère Ensemble », conduite par Forough Dadkhah (Parti socialiste), avec notre camarade communiste Valérie Scattolin. Ex-salariée et déléguée syndicale de Brit'Air puis de Hop !, adhérente au PCF depuis 2019, elle est élue à la ville de Morlaix depuis 2017, adjointe au maire depuis 2020 et co-responsable de majorité à Morlaix et à Morlaix-Communauté.

Notre campagne auprès des grands électeurs se concentre sur les moyens financiers des communes et des communautés de communes, les services publics en milieu rural, la lutte contre la désertification médicale, le logement digne pour tous, la justice fiscale et une autre politique économique au service de l'emploi, du pouvoir d'achat, d'un travail correctement rémunéré et de la réduction des inégalités sociales.



Menaces sur le financement des Maisons des adolescents

**Santé mentale des jeunes :
grande cause nationale ?
Que le gouvernement mette en
accord ses actes avec ses discours !**

Dans la préparation frénétique du budget 2027, la santé est particulièrement dans le viseur du gouvernement. Il ne se contente pas de s'en prendre brutalement au droit à la santé en augmentant le reste à charge pour les malades : il vise aussi des politiques publiques essentielles.

Alors que la santé mentale est proclamée pour la deuxième année consécutive grande cause nationale, les discours ministériels et présidentiels ont bien du mal à s'accorder avec les faits.

En cette période de rentrée scolaire et universitaire, déjà source de préoccupations pour les jeunes et leurs parents, vient s'ajouter la menace de non-reconduction en 2026 et 2027 des financements perçus en 2025 par les Maisons des adolescents. La ministre de la Santé invoque la nécessité de « concilier l'ensemble des priorités » dans « un cadre budgétaire contraint ». Sauf que ce cadre apparaît beaucoup moins contraint dès lors qu'il s'agit des cadeaux aux multinationales ou de l'explosion des dépenses militaires ! Il est clair que la santé mentale des jeunes ne fait pas partie de ces priorités gouvernementales.

Et pourtant, toutes les enquêtes convergent, les signaux d'alerte se multiplient. De plus en plus de jeunes éprouvent des symptômes anxieux ou dépressifs, qui se nourrissent de l'inquiétude devant la situation internationale, les bouleversements climatiques, la crainte pour leur avenir personnel, leurs études, leur entrée dans

l'emploi. Un tiers des 11-24 ans déclarent un mal-être psychique. Chez les filles âgées de 10 à 14 ans, les tentatives de suicide ont augmenté de 118 % en cinq ans. Les hospitalisations en psychiatrie des adolescents ont, elles aussi, fortement progressé.



C'est dans cette situation que le gouvernement envisage de réduire les financements des Maisons des adolescents (MDA). Elles constituent pourtant un dispositif précieux, qui permet aux jeunes de 12 à 25 ans de trouver gratuitement, près de chez eux, un lieu d'accueil, d'écoute, de prévention, d'orientation et d'accompagnement pluridisciplinaire.

Les Maisons des adolescents sont au nombre de deux dans le Finistère, rattachées à nos hôpitaux publics : l'une à Quimper, à l'EPSM du Finistère Sud, l'autre à Brest, au CHU. À elles deux, elles accueillent plus de mille jeunes et adolescents chaque année et fonctionnent en réseau avec les autres accueils répartis sur le territoire du département. Cet accueil précoce, professionnel et bienveillant, de proximité, permet souvent de rassurer, de prévenir l'aggravation du mal-être et

d'éviter l'entrée dans un parcours de soins plus lourd, mais aussi d'orienter vers le soin quand cela paraît nécessaire.

Ajoutons que Maël de Calan, président de droite du conseil départemental du Finistère, a lui aussi fortement contribué à fragiliser les MDA du département : à Quimper, la baisse de la dotation du CD 29 s'est traduite par une réduction de 60 % du temps de présence de l'éducatrice spécialisée.

Au contraire des choix austéritaires du gouvernement, les communistes, très attachés aux politiques de santé publique, proposent la pérennisation et le renforcement des financements des Maisons des adolescents, avec des financements pluriannuels permettant aux équipes de travailler et de développer leur présence sur l'ensemble du territoire. Nous voulons aussi renforcer les CMP (centres médico-psychologiques) et les CMPP (centres médico-psycho-pédagogiques), développer les équipes mobiles, la prévention et le repérage précoce, garantir à chaque jeune un accès rapide et gratuit aux soins, indépendamment de son lieu de vie et des ressources de sa famille.

Madame la ministre, il faut choisir entre la priorité annoncée pour la santé mentale et les décisions austéritaires qui menacent sa prise en charge, et notamment le financement des Maisons des adolescents ! La santé, et la santé mentale, est au cœur de la vie : en prendre soin dans nos politiques publiques, c'est agir pour le bien-être de toutes et tous. Ce n'est pas un coût, mais un atout et une richesse pour notre société.

Yvonne Rainero

pour la fédération du PCF du Finistère

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PCF

L'enseignement supérieur livré aux logiques du marché

Comme chaque année, plusieurs adhérents de la fédération du PCF Finistère ont participé à l'université d'été du PCF, l'avant-dernier week-end d'août. Nous étions neuf à l'université Jean Jaurès de Toulouse à profiter de la richesse des échanges, d'une soixantaine d'ateliers et du discours de rentrée et d'entrée en campagne présidentielle de Fabien Roussel.

Camille Mongin y a disséqué les logiques de privatisation croissante dans l'enseignement supérieur, conséquences de choix politiques assumés de la droite et des libéraux : restriction des moyens pour l'université et la recherche publique, renforcement de la sélection avec Parcoursup, développement d'un marché de l'éducation à visée commerciale. En 1998, l'enseignement supérieur privé comptait 250 000 étudiants ; ils sont 790 000 aujourd'hui (+ 316 %), contre + 17 % dans le public à moyens stagnants ou en baisse.

Contrairement aux idées reçues, ce sont les jeunes issus des milieux les moins favorisés, les non-sélectionnés de Parcoursup, qui sont les plus exposés à ces écoles privées. Souvent à but commercial et insuffisamment contrôlées, elles pratiquent une publicité mensongère : faux partenariats, usage abusif des termes « bachelor » ou « master », fausses promesses d'insertion professionnelle. Un quart des effectifs étudiants sont aujourd'hui dans le privé, et l'argent public, via le développement de l'apprentissage, y va de plus en plus. Dans le même temps, 80 % des universités sont en déficit, les heures d'enseignement fondent, des filières jugées non rentables ferment et les recrutements d'enseignant-es chercheur-es sont gelés. Cette pénurie n'est pas accidentelle : c'est un choix politique que le PCF dénonce, en rappelant que la planification est un investissement et non une dépense.

FÊTES D'ÉTÉ DU PCF EN PAYS BIGOUDEN

Environ 1 000 personnes à Lesconil et à Loctudy



Environ 1 000 personnes ont participé aux fêtes d'été et repas de plein air organisés par le PCF, avec ses militants et ses sympathisants, le samedi 18 juillet à Lesconil et le mercredi 19 août à Loctudy.

Du soleil sur les visages et dans les cœurs pour nos fêtes du travailleur bigouden, avec à chaque fois de magnifiques concerts de Lyz'an (Liz Fall) et de son groupe. À la fête de Loctudy, 250 euros de souscription populaire ont été récoltés pour la solidarité avec les

victimes des incendies, à l'occasion d'une souscription du PCF en partenariat avec le Secours populaire 29.

Les enfants se sont amusés dans le château gonflable mis à disposition gratuitement pendant cinq heures, et il y a eu beaucoup d'échanges politiques aux stands de la CGT, du Mouvement de la Paix, de l'AFPS, de la jeunesse communiste et du PCF. Merci à tous les bénévoles et à tous les participants de nos fêtes d'été !



FÊTE DE L'HUMANITÉ

Les Finistériens à fond sur le stand de la fédération

La Fête de l'Humanité, c'est toujours une ambiance énorme ! Le stand du PCF Finistère a connu une affluence record ! Les Finistériens l'ont vécue à fond sur le stand de la fédération du PCF Finistère, qui comptait cette année 90 bénévoles et a accueilli plusieurs milliers de personnes du 11 au 13 septembre à la base 217 de Plessis-Pâté, dans l'Essonne, à l'occasion de la plus grande fête politique, culturelle et musicale d'Europe : le grand rendez-vous du journal l'Humanité, du Parti communiste et de la gauche, avec 570 000 participants.



Fabien Roussel au côté de Gladys Grelaud et Léon Deffontaines lors du grand meeting du candidat communiste aux présidentielles à la fête de l'Humanité devant 40 000 personnes. Gladys Grelaud, notre conseillère régionale communiste du Finistère, a animé deux débats sur la nationalisation d'ArcelorMittal, essentielle à la souveraineté industrielle et alimentaire, et à l'alimentation en fer des conserveries bretonnes, un combat qu'elle avait porté dans une tribune du Télégramme le jeudi 10 septembre.



Militantisme communiste : la solidarité au cœur !



Distribution de tracts pour la souscription solidaire avec les victimes des incendies - Festival du Bout du Monde, Crozon, août 2026.

Nos camarades de la section de Crozon étaient présents à la mi-août au Festival du Bout du Monde pour distribuer 500 exemplaires du tract d'appel à la solidarité avec les victimes des incendies de Gironde, des Landes et d'autres régions françaises, et pour en finir avec les politiques climaticides. Environ 2 000 euros ont été récoltés cet été.

Parallèlement, grâce à l'engagement de plusieurs sections, comme celle du Pays Bigouden et celle de

Rosporden, la souscription militante pour le journal l'Humanité a atteint plus de 12 000 euros de dons pendant l'été.

Notre souscription de solidarité internationale avec la Palestine, pour acheter et replanter des oliviers en Cisjordanie, a permis d'envoyer 10 000 euros l'an passé, tandis que nous aidions aussi les réfugiés au Liban, victimes de l'agression israélienne.

L'AGENDA

19 septembre

Vente solidaire de légumes du PCF à Morlaix, quartier populaire de Bakounine à la Boissière (10 h - 12 h).

Mobilisations unitaires contre la loi « permis de tuer » à Brest et à Morlaix, à 15 h.

20 septembre

10 h, mobilisation au Roc'h Tredudon contre la modification des zones vulnérables à la pollution par nitrate d'origine agricole.

21 septembre

Journée internationale pour la Paix. Rassemblement contre les violences faites aux enfants devant le tribunal de Brest.

26 septembre

Marche pour le climat à Quimper à 14 h, départ du Théâtre de Cornouaille.

27 septembre

Élections sénatoriales.

28 septembre

Journée internationale pour le droit à l'avortement.

29 septembre

Journée intersyndicale de grève et de manifestations pour les salaires, l'emploi et les services publics.

3 octobre

Mobilisation unitaire à Concarneau du collectif du 1er mai contre l'extrême droite, toute l'après-midi et la soirée.

10 octobre

Vente solidaire de légumes du PCF à Morlaix, quartier populaire de Bakounine à la Boissière (10 h - 12 h).

28 et 29 novembre

Fête de l'Humanité Bretagne à Lanester.

Faire un don pour les victimes des incendies : chèque à l'ordre de « Urgence Incendies - Secours populaire 29 », à envoyer à la Fédération du PCF Finistère, 5 rue Henri Moreau, 29200 Brest.

PORTRAITS : DEUX JEUNES ÉLUS COMMUNISTES DU FINISTÈRE

Enzo de Gregorio, 23 ans, adjoint au maire de Morlaix



Bac pro maintenance nautique, Sénat, collaborateur politique à Brest... Qu'est-ce qui t'a mené jusqu'au fauteuil d'adjoint à 23 ans ?

Mon parcours n'est pas le parcours linéaire que l'on pourrait attendre d'un jeune qui entre en politique. Depuis toujours, j'apprends sur le terrain, je me nourris de mes expériences, des rencontres et des personnes qui m'ont fait confiance. J'ai débuté la politique jeune, j'ai pris des responsabilités jeune, mais toujours avec le même objectif : donner le meilleur de moi-même où que je sois, défendre mes

meilleur de moi-même où que je sois, défendre mes convictions avec force et ténacité. Ma place aujourd'hui, je la dois surtout à la confiance que m'a faite le PCF dès le départ et qu'il continue de me donner au quotidien. Mais aussi à celle de toute l'équipe municipale, et de Jean-Paul Vermot en premier lieu, qui a accepté de me faire élire comme adjoint et de me transmettre une grande délégation.

À 23 ans, tu es le plus jeune élu du conseil : qu'est-ce que cela change dans ton rapport aux autres élus et à la population ?

Au début, il y a une forme de vertige, et le premier conseil en est l'exemple parfait. Entrer dans cette salle du conseil un samedi matin, c'est un temps suspendu. Puis la remise de l'écharpe tricolore m'a permis d'enfin réaliser les choses : les discussions ne devenaient plus abstraites, elles devenaient réalité.

Au quotidien, je pense que cela ne change en réalité pas énormément de choses. Au niveau des élus du conseil, majorité comme opposition, je ne sens pas d'animosité particulière.

Souhaiterais-tu faire passer un message plus personnel ?

Oui, celui de l'engagement. J'entends souvent autour de moi que les jeunes ne se politisent plus, qu'ils ne s'engagent plus. Je voudrais démontrer que les

Tu portes la délégation sport, associations et affaires patriotiques : quelle est ta feuille de route pour ce mandat ?

Ma feuille de route est claire : nous avons été élus sur un programme et j'ai pour objectif de le mettre en place durant les six prochaines années, avec la rénovation de stades, la création d'un urban trail... Mais ce travail ne pourra être réalisé qu'en étant sur le terrain chaque jour, au plus proche des clubs et des associations qui font vivre et transpirer notre ville. À l'image de ce que je réalise depuis le mois de mars, je rencontrerai les associations et les clubs, j'écouterai leurs besoins, leurs envies, leurs ambitions sportives, et je travaillerai avec chacune d'entre elles pour qu'elles puissent y arriver. Au service des clubs et des associations, au service de notre ville.

jeunes s'engagent, qu'ils agissent et qu'ils font de la politique. Alors oui, ce choix, j'en suis fier, et je voudrais dire aux jeunes que s'engager est parfois un saut dans le vide, que durant tout le vol nous devons esquiver les coups, mais qu'au fond de nous la lumière brille toujours, avec un seul objectif : rester debout, se battre pour nos convictions et améliorer le quotidien de toutes et tous.

Alban Gentric, conseiller municipal à Landudec



« Actuellement étudiant en histoire à la faculté de Quimper, je suis engagé dans le militantisme depuis quelques années maintenant. J'avais rejoint le MJCF en m'intéressant au communisme et à la situation globale du monde : les disparités de développement entre le Nord global et le Sud global, la prédation des impérialismes occidentaux envers les pays riches en ressources, la marche à la guerre et la montée de l'extrême droite. C'est dans ce contexte mondial que j'ai cherché à comprendre les raisons de cette situation et que j'ai identifié le capitalisme comme l'une de ses causes fondamentales. Grâce au MJCF, j'ai pu m'instruire sur les

différents mécanismes et dangers du capitalisme. J'ai récemment été élu secrétaire de l'union de groupe de Quimper, dans laquelle j'ai l'intention de m'investir pleinement afin de la redynamiser.

J'ai également adhéré au PCF en novembre 2025, lors de la Fête de l'Humanité Bretagne. Ainsi, avec le MJCF et le PCF, je me suis investi dans la traditionnelle Fête du travailleur bigouden, à Plobannalec-Lesconil et à Loctudy, en 2025 et 2026.

J'avais également la volonté de m'investir dans la vie locale et de faire vivre la base de la démocratie française à l'échelon communal. J'agis ainsi au sein du conseil municipal depuis mars 2026. À Landudec, je me concentre principalement sur la commission de la culture ainsi que sur celle consacrée à la vie associative et citoyenne : je considère que la culture doit être accessible au plus grand nombre et que les animations et manifestations doivent avant tout partir d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'une association, et non d'une institution.

Je ne suis qu'au début de ma vie militante, et une chose est sûre : je continuerai de militer pour un futur meilleur, pour le communisme et contre l'impérialisme et, de fait, contre le capitalisme. »

Parole de nouvel adhérent

25 nouvelles personnes ont déjà adhéré au PCF dans le Finistère en 2026, dont 4 à la fête de l'Humanité. Une réunion des 60 nouveaux adhérents communistes finistériens de 2025 et 2026 est organisée le mercredi 30 septembre au local du PCF à Brest, 6 rue Berger.

Lionel nous explique les raisons de son choix d'engagement au PCF :

« J'ai adhéré au PCF fin 2025, à l'approche des élections municipales, avec la volonté de faire entendre ma voix.

Je souhaite également que la voix des personnes en situation de handicap soit davantage entendue et prise en compte. Étant moi-même concerné par le handicap, je suis malvoyant (rétinite pigmentaire, maladie rare, encore trop peu connue), je souhaite pouvoir apporter mon expérience et contribuer à une meilleure prise en compte des réalités vécues par les personnes handicapées.

Je suis également attaché aux valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu'au respect et à la défense des droits des personnes LGBTQIA+. Ce sont pour moi des principes essentiels d'une société fondée sur l'égalité, la liberté et le respect de chacune et de chacun.

Enfin, l'emploi et le travail des personnes en situation de handicap sont des sujets qui ont du sens pour moi car leurs enjeux, à savoir l'inclusion et l'autonomie, doivent être davantage portés et défendus. »